

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Migrant.es, réfugié.es, diaspora (France) > Chinois.es (Migration, France) > **A Paris : « La grève des manucures a effacé la honte des sans-papiers chinois »**

ENTRETIEN

A Paris : « La grève des manucures a effacé la honte des sans-papiers chinois »

lundi 5 septembre 2016, par [CHUANG Ya-Han](#) (Date de rédaction antérieure : 23 mars 2015).

Doctorante en sociologie, Ya-Han Chuang étudie la socialisation politique des immigrés chinois en France. Elle a suivi le mouvement des manucures du boulevard de Strasbourg, à Paris. Entretien.

Arrivée en France en 2009, doctorante en sociologie, Ya-Han Chuang a suivi les immigrés chinois dans le grand mouvement de sans-papiers qui avait commencé l'année précédente. Par la suite, elle a travaillé bénévolement pour l'union locale CGT du 9^e arrondissement de Paris, où plusieurs centaines de sans-papiers chinois se sont syndiqués en quelques années. Elle connaissait des manucures chinoises avant l'éclatement de leur première grève, au 50, boulevard de Strasbourg, début 2014, et a servi d'interprète pour aider Sylvain Pattieu à écrire son récit du conflit, *Beauté Parade* [1]. Elle raconte le parcours de ces femmes venues de l'autre bout du monde pour subvenir aux besoins de leur famille.

Les deux conflits du boulevard de Strasbourg à Paris ont mis en lumière ces travailleuses chinoises sans papiers, qui font la manucure dans les salons de beauté afro. Pouvez-vous retracer leurs parcours ?

Ya-Han Chuang En France, il y a deux profils d'immigrés chinois. Le premier, ce sont les immigrés entrepreneurs, c'est le profil le plus classique puisqu'il remonte à l'après-Seconde Guerre mondiale. Ces Chinois sont plutôt d'origine rurale, de la province du Zhejiang, pas très loin de Shanghai, au sud du pays. Leur modèle d'immigration repose sur un fort réseau familial avec des solidarités très fortes et une ambition d'ascension sociale. Les femmes manucures correspondent au second profil. Elles sont issues de la classe populaire des villes, elles ont vécu une rupture dans leur vie, soit un divorce, soit un licenciement, soit les deux.

En Chine, à partir des années 1990, commence la vague de licenciements : suite à la privatisation d'anciennes usines d'État, on compte des millions de travailleurs licenciés, ce qui crée un phénomène de « *push* ». Ces femmes viennent souvent seules, poussées par un besoin économique énorme, une famille à charge, un besoin de gagner de l'argent pour financer par exemple les études des enfants. Il y a aussi des hommes, mais pour les femmes, c'est beaucoup plus facile de trouver un travail ici. Elles peuvent entrer au service des couples d'entrepreneurs du premier profil, qui ont besoin de femmes parlant chinois pour garder les enfants et assurer le travail domestique. En général, ces femmes ont payé entre 4 000 et 10 000 euros pour venir, donc à l'arrivée, elles sont endettées et le travail de nounou, nourries et logées, les arrange pour rembourser.

Pour les femmes que vous avez suivies, passer de nounou à manucure a été vécu comme une quasi-« libération »...

Ya-Han Chuang La domesticité est une prison, pas dans la situation matérielle, mais au niveau mental. Les familles qui embauchent ces nounous sont bonnes ou mauvaises, parfois des liens d'affection se créent, mais dans tous les cas, ces femmes sans papiers et isolées ont du mal à négocier, pour avoir des congés par exemple. Elles n'ont souvent aucun repos, elles sont totalement dépendantes de leur employeur. Cela crée un travail émotionnel permanent. Parfois, au bout de trois ou quatre licenciements, elles cherchent d'autres possibilités, comme la manucure. Ce qu'elles soulignent toutes, c'est que dans cet emploi, il y a une distinction entre le temps de travail et le repos, ce qui fait une différence énorme ! Tout en étant très conscientes de l'exploitation qu'elles subissent, elles apprécient la possibilité d'avoir un peu de temps pour elles-mêmes. Comme nounous, elles ne pouvaient même pas voir leurs amies. Avec la manucure, elles ont aussi le sentiment d'être des artisanes, de créer quelque chose, qui peut être apprécié par les collègues ou les clientes, une reconnaissance professionnelle qui peut se traduire aussi dans le revenu.

Vous ne pensiez pas du tout que la grève pouvait éclater dans ce secteur...

Ya-Han Chuang J'ai été très surprise, sachant que ces femmes sont dans la clandestinité, ne parlent pas très bien français, ce qui affaiblit leur pouvoir de négociation avec le patron. Avant, en cas de retard de salaire, la seule solution était de changer de magasin, ce qui renforçait leur précarité car les revenus dépendent du réseau de clientes fidèles, il fallait tout reconstruire. De plus, elles sont sous la surveillance permanente des « chefs », les rabatteurs. Il était déjà arrivé que les femmes croisent les bras pendant une matinée, c'était des minigrèves. Le patron arrivait vite et donnait un peu d'argent pour calmer la situation. Mais l'augmentation du nombre de femmes originaires des mêmes régions, du Jiangxi, Dongbei ou Shandong par exemple, a créé de la solidarité transmagasins, pour former quasiment une sous-communauté. Et l'assistance de la CGT a été importante. Quand le conflit a éclaté, elles ont fait grève pendant une semaine, puis le patron a proposé à deux d'entre elles 1 000 euros pour reprendre le travail. L'une m'a dit : « Si j'acceptais ça, je perdais la face devant toutes les femmes de mon origine, je ne pouvais plus rester dans le quartier ! » C'est à ce moment-là qu'elle a appelé Feng, une ancienne déléguée CGT du mouvement de sans-papiers de 2009, qui a contacté la CGT.

Pour vous, cette grève est un tournant ?

Ya-Han Chuang Oui, c'est une belle bataille qui a montré qu'il était possible de résister. Après la grande grève des sans-papiers, la CGT a continué le travail auprès des Chinois, mais il y avait une réticence dans la communauté, avec cette idée que ce n'est pas dans notre culture de faire grève. Les salariés tenaient des propos essentialistes : « Nous les Chinois, on aime bien l'argent, on veut travailler plus pour gagner plus », ou « c'est français de faire grève ». Pour moi, cette façon de penser est moins culturelle que liée au fait que la plupart de ces immigrés travaillent dans le commerce ou la restauration, dans des petites unités familiales. Même si on n'est pas de la famille, il y a des rapports de proximité et on se méfie de la grève, on pense que même s'il y a une violation des droits, il y a toujours d'autres manières de négocier. Quand les filles ont commencé à occuper le salon, il y a eu beaucoup de reportages français mais aussi chinois, ce qui a provoqué un débat dans la communauté. Cette grève a montré qu'il est possible de se battre avec l'employeur et aussi de demander la régularisation, alors que ces salariés pensaient qu'en étant sans papiers, ils ne pouvaient pas faire grève. Le fait que ces manucures aient gagné les papiers à la préfecture, avec une forte médiatisation, a même effacé le sentiment de honte.

Qu'entendez-vous par ce terme de « honte » ?

Ya-Han Chuang Beaucoup de sans-papiers ont ce sentiment de honte, honte d'être toujours considérés comme des gens qui n'ont pas le droit de vivre ici, honte de ne pas bien s'exprimer. Quand on vit longtemps dans la clandestinité – aujourd'hui il faut rester entre cinq et dix ans avant de pouvoir demander la régularisation –, ça ralentit l'intégration, et crée un paradoxe énorme. Ces gens travaillent, circulent, ont des enfants qui vont à l'école, mais comme ils n'ont pas de papiers, ils se sentent rejetés et vivent dans la peur. Le mouvement du boulevard de Strasbourg a bousculé cet imaginaire.

Ces femmes sont venues pour subvenir aux besoins de leurs enfants, mais ne les voient plus...

Ya-Han Chuang Quand Sylvain Pattieu est venu faire des entretiens avec les manucures, ces femmes paraissaient solides mais dès qu'on commençait à parler de leurs enfants, elles se mettaient à pleurer. C'est très dur. La plupart essaient de garder contact par téléphone ou par Facebook, certaines les font venir pour travailler avec elles. C'est dur car elles sont venues ici pour eux, pour financer leurs études, mais ça devient un sacrifice et parfois les enfants ne comprennent pas, ce qui crée une tragédie familiale. Elles envoient de l'argent, mais la plupart du temps, elles sont seules à payer les dépenses pour leurs enfants et les études à l'université coûtent très cher. Après les études, il y a parfois le mariage, l'achat de la maison, ça ne finit jamais. Beaucoup de femmes pensent venir pour trois ou quatre ans, mais souvent elles continuent tant qu'elles peuvent travailler car il y a toujours un besoin. Quand on est clandestin, prévoir l'avenir est très difficile, il y a beaucoup de bifurcations. La politique de restriction de l'immigration a un effet ambivalent : plus on reste longtemps, plus on souffre, plus on veut que ce soit compensé. Au bout de sept ou huit ans, finalement on n'a pas beaucoup épargné, on n'est pas devenu entrepreneur, alors la seule chose qui peut justifier toutes ces souffrances, cette honte, c'est d'obtenir ces sacrés papiers.

* * *

Deux conflits à trois mois d'écart Début février 2014, les cinq manucures sans papiers d'origine chinoise (quatre femmes et un homme), travaillant dans un salon de beauté afro au 50, boulevard de Strasbourg, à Paris, se mettent en grève pour le paiement des salaires. Le conflit débouchera sur la régularisation de sept employées. Fin mai, éclate le deuxième conflit, au 57, du même boulevard, concernant cette fois une vingtaine de coiffeuses et de manucures. La lutte continue, mais seulement cinq d'entre elles ont obtenu des papiers.

P.-S.

* ENTRETIEN RÉALISÉ PAR FANNY DOUMAYROU. LUNDI, 23 MARS, 2015. L'HUMANITÉ : <http://anfenglish.com/features/bayik-calls-upon-everyone-to-oppose-the-turkish-occupation>

Notes

[1] Beauté Parade, éditions Plein Jour, 2015, 214 pages, 18 euros.